

# KENNEDY : « JE PARTAGERAIS L'INQUIETUDE DE L'URSS SI BONN POSSEDAIT SES PROPRES ARMES ATOMIQUES »

Dans son interview aux « Izvestia », le président américain propose de négocier un nouvel accord sur Berlin

Les Izvestia ont fidèlement reproduit hier les sept mille mots de l'interview accordée, samedi dernier à Hyannis Port, par le président Kennedy au rédacteur en chef de l'organe officiel du gouvernement soviétique, M. Alexis Adjoubel, gendre de M. Khrouchtchev.

Alors que la presse américaine a publié, au cours de ces dernières années, plusieurs interviews de M. Khrouchtchev, jamais jusqu'ici la presse soviétique n'avait rapporté intégrale-

ment une interview du président des Etats-Unis.

Le président Kennedy a exprimé hier sa satisfaction d'avoir pu ainsi communiquer au peuple de l'U.R.S.S. ses vues sur les grands problèmes internationaux.

« J'estime que la publication de cette interview en Union soviétique constitue un important pas en avant dans la compréhension entre les Etats-Unis et l'Union soviétique », a déclaré le président américain.

**N**OUS estimons que les difficultés actuelles proviennent des efforts déployés par l'Union soviétique pour amener dans une certaine mesure le monde entier dans l'orbite du communisme », a déclaré le président Kennedy dans son interview à M. Alexis Adjoubel.

« Si l'URSS s'efforçait de défendre seulement ses propres intérêts nationaux et assurait sa propre sécurité en permettant aux autres pays de vivre comme ils le désirent, c'est-à-dire de vivre en paix, je pense que cela ferait disparaître les problèmes qui produisent actuellement une telle tension dans le monde », a ajouté le président Kennedy. « Ce sont précisément les efforts soviétiques pour étendre le système communiste à un pays après l'autre qui constituent à mon avis une grave menace pour la paix ».

## Liberté pour les pays d'Europe orientale

« Nous pensons que les accords de Yalta et de Potsdam laissent aux peuples d'Europe orientale la liberté du choix, mais aujourd'hui, à notre avis, ils ne disposent pas de cette liberté », a dit M. Kennedy au gendre de M. Khrouchtchev.

« Vous pouvez affirmer qu'ils veulent vivre sous le communisme, mais s'ils en avaient le désir, ils ne pourraient pas changer leur régime ».

« Nous considérons que si l'U.R.S.S. permettait aux peuples de l'Univers de vivre comme ils le veulent, sans essayer de leur imposer le système communiste, les rapports entre eux et les Etats-Unis seraient alors tout à fait satisfaisants et nos deux peuples qui vivent actuellement une période dangereuse pourraient vivre en paix avec un niveau de vie considérablement accru », a souligné le président Kennedy.

## Pour améliorer nos relations, résoudre le problème allemand

« Si nous parvenons à résoudre le problème de l'Allemagne et de Berlin, je pense que nous verrons alors à quel point les relations soviéto-américaines vont s'améliorer », a poursuivi le président Kennedy.

« Notre point de vue est que la déclaration faite en 1955 par les quatre puissances à Genève et qui prévoyait la réunification de l'Allemagne, représente la politique la plus sage », a affirmé le président Kennedy, qui a ajouté : « Diviser un pays, une ville, édifier un mur dans une ville ne fait qu'accroître la tension et non point la diminuer. »

M. Kennedy a poursuivi : « Nous nous rendons compte qu'à l'heure actuelle l'U. R. S. S.

n'a pas l'intention d'admettre la réunification de l'Allemagne et qu'aussi longtemps que cette politique soviétique durera, l'Allemagne ne sera pas réunifiée. La question est maintenant de savoir si l'U. R. S. S. va ou non signer avec les autorités de l'Allemagne orientale un traité qui accroîtra la tension au lieu de la diminuer.

« Comme je l'ai dit dans mon discours à l'O. N. U., nous concevons que l'U. R. S. S. puisse signer n'importe quel traité avec les autorités est-allemandes, mais nous considérons comme dangereuse l'affirmation que ce traité nous priverait de nos droits à Berlin-Ouest, droits que nous avons conquis pendant la guerre, sur lesquels l'U. R. S. S., les Etats-Unis, l'Angleterre et la France se sont mis d'accord, après la fin des hostilités, et que nous estimons devoir être maintenus. »

« Si vous signez un traité avec l'Allemagne orientale et que ces droits dépendent alors du bon vouloir de cette dernière, cela peut mener à un accroissement de la tension », a souligné le président Kennedy.

« Nous ne voulons pas rester à Berlin-Ouest si la population de cette ville ne le désire pas. Mais elle veut que nous restions », a affirmé le président Kennedy dans l'interview aux Izvestia, en ajoutant : «

Lorsque les Berlinoïses décident qu'ils ne veulent plus de nous, nous partons. Mais tant qu'ils exprimeront une opinion contraire, j'estime que les droits qui nous appartiennent par suite d'accords doivent être maintenus. J'espère que l'U. R. S. S. en viendra et admettra en particulier la liberté de mouvement des marchandises et des personnes dans les deux sens. »

La raison pour laquelle nous ne voulons pas reconnaître l'Allemagne orientale en tant qu'Etat souverain, se trouve dans le fait que nous sommes opposés au maintien de la division de l'Allemagne, a poursuivi le président Kennedy. « A notre avis, le peuple allemand souhaite la réunification de son pays. »

« Ca que nous voulons à Berlin-Ouest, c'est y maintenir des contingents très faibles des trois puissances et avec eux, par exemple, une administration internationale sur l'autostrade, afin que les marchandises et le personnel puissent se déplacer sans entrave, dans les deux sens. Nous aurons alors la paix dans cette région, et pour de longues années », a encore déclaré le président Kennedy.

« Or, si l'Allemagne orientale a droit de contrôle sur cet accès, nous y aurons une tension constante et, prenant en considération les intérêts importants de nos deux pays, sous l'angle du

maintien de la paix dans cette partie de l'Europe, j'espère que les pourparlers auxquels nous aspirons tous mèneront à un accord juste pour les intérêts de chacun ».

## L'Allemagne occidentale n'est pas un danger pour l'U.R.S.S.

En ce qui concerne l'Allemagne occidentale, le président Kennedy a déclaré : « Je ne vois pas pourquoi ce pays constituerait actuellement une menace pour l'URSS, bien que je reconnaisse à quel point la lutte a été acharnée pendant la seconde guerre mondiale. Au même titre, le Japon ne représente pas de menace pour les Etats-Unis, bien que nous ayons fait pendant 4 ans, il y a 20 ans, la guerre au Japon, dans le Pacifique. La force des Etats, l'armement et la science changent et je ne crois pas que l'Allemagne occidentale sera fusée et sans potentiel nucléaire, ne disposant que d'un petit nombre de divisions, représente par elle-même une menace militaire. »

« Je ne voudrais pas voir, en particulier, l'Allemagne de l'Ouest posséder son propre armement nucléaire », a souligné ensuite M. Kennedy.

## L'OTAN est sous commandement américain

« Abordant, à la demande de M. Adjoubel, le rôle des généraux allemands au sein de l'OTAN, le président Kennedy a affirmé : « J'estime qu'il est important de souligner que l'armée ouest-allemande fait partie intégrante de l'OTAN. Aujourd'hui, l'OTAN est sous le commandement d'un Américain. A mon avis, tant que les forces allemandes feront partie de l'OTAN, contrôlé par 15 pays dont aucun ne veut une nouvelle guerre, il y a là un facteur de sécurité pour tout le monde et je considère que cela se maintiendra ainsi. Si l'Allemagne parvenait à disposer de son propre armement atomique et si elle créait de nombreuses fusées ou bien une puissante armée nationale menaçant de déclencher une guerre, alors je comprendrais votre inquiétude et je la partagerais ».

Et le président américain a conclu : « Le vrai danger réside dans le fait que vous et nous disposons dans nos stocks nucléaires des moyens de nous infliger mutuellement des pertes colossales et nous serions ceux qui souffriraient le plus d'une guerre. La paix existe en Europe depuis quinze ans. Aujourd'hui, il s'agit de savoir si nous pouvons réaliser des pourparlers qui régleraient ce même problème pour les quinze années à venir ».